## CONDITIONS DU JOURNAL

L'ABONNEMENT EST PAYABLE D'AVANCE Edition quotidierna (par an) ....... \$4.00 Edition hebdomadaire " ....... 1.00 Les annonces sont in érées aux taux

Conditions spéciales pour annonces à —longs termes —

Réclames: 10 centins par ligne chaque — insertion —

## VENDREDI, 22 MARS 1889

hier, en troisième lecture le bill sur les liquidations, et le bill de M. Haggart liquidations, et le bill de n. Haggar, sur les salaires des maîtres de postes, La résolution tendant à améliorer l'acte des douanes et la résolution relative aux pensions de la police à cheval ont été également adoptées.

Ensuite la chambre a discuté en comité le bill de Sir John Thompson

La session du gouvernement de Québec a été prorogée hier.

Le bill de M. Lynch sur les grades niversitaires a été rejeté par le conseil égislatif de Québec à la majorité de

Le M. il commence visiblement à battre la campagne. Il compare le catholicisme à la secte des Mormons et le bill des a la secte des Mormons et le bill des Jésuites à la polygamie; et il se de-mande avec effroi ee qui adviendrait, si une majorité catholique, siégeaint au parlement de Québec, prétendait que sa conscience lui ordonne de voter des lois

parlement de Québec, prétendait que sa conscience lui ordonne de voter des lois pénales contre les héi-étiques.

Le Mail terait mieux de laisser les Mormons au Lac Salé. Le libre exercice de leur culte ne leur ayant été garanti au Canada par aucua traité, ils n'ont rien à voir dans le débat. Quant à ce cui addiendait à Onfher à des déout. n à voir dans le deput.

i adviendrait, à Québec à des dépuqui adviendrait, à Québec à des dépu-tés auxquels "leur conscience " ordon-nerait de mettre les hérétiques en prison, il arriverait tout s'inplement qu'une conscience mal éclairée leur aurait conseillé de violer l'acte de l'Amérique britannique du Nord, et une loi punis-sant le crime d'hérésie serait brisée comme verre. Nous en prévenons cha-ritablement le Mail qui nous paraît très suspect de rêver contre " l'hérésie catholique" quelque mesure de pros-

rès suspect de rêver contre "l'hérésie catholique" quelque mesure de proscription de la même espèce.

Mais revenons au fait s. v. p. La question n'est pas de savoir ce qui adviendrait si en croyant obéir à sa conscience, une majorité catholique ou protestante violait la constitution. La question est de savoir si le gouverne ment de Québec possède constitution-nellement la libre disposition du domaine provincial, et s'il a pu croire légitimement que "sa conscience" était engagée à ne pas détenir plus longtemps de legitimement que "sa conscience "était engagée à ne pas détenir plus longtemps dans le domaine de la Province des biens jui n'ont jamais cessé d'appartenir à l'Eglise catholique. C'est sur ce point que le bill des Jésuites est inattaquable.

Le Globe déclare qu'il a toujours été fidèle au par:i libéral, mais qu'il n'est pas et ne sera jamais "l'esclave des

caucus."

A force de se prolonger, sette querel'e intestine finira par devenir ennuyeuse.

Que le Globe se sépare nettement des chefs libéraux, et qu'il so transforme en journal indépendant, si c'est l'avis de ses propriétaires; sinon que les chefs libéraux le fassent rentrer dans le seau.

le rang.

Du moment où la question a cessé d'avoir une portée politique, elle n'intéresse plus le public.

La réciprocité illimitée, qui est au tond la même chose que l'union com-merciale, aurait cependant, au point de vue financier, des résultats différents. L'union commerciale suppose entre les Etats Unis et le Canada un partage du revenu des douanes communes; et ce partage, s'il étaité qui ablement fait, abcutirait à noos assurer annuellement

abcutrait à nous assurer annuellement une somme à pau près égale aux recettes actuelles de la douane canadienne.

La réciprocité illimitée implique au contraire, d'après ses inventeurs, la suppression pure et simple des droits de douane entre le Canada et les Etats-Unis; et par conséquent elle ne nous laisserait d'autre pressoures que la taxe directe. taxe directe.

D'où il faut conclure, que loin de constituer, comme les libéraux le pré-tendent, un compromis avantageux la xéciprocité illimitée, à supposer qu'elle fût possible, serait pire que l'union com-merciale elle-même.

L'Empire vient de trouver un joli

mot.

Il a baptisé les partisans de réciprocité illimitée du nom de Hittites en souvair de la résolution présentée par M. Hitt, au congrès de Washington et sans doute aussi ca souvenir d'un peuple, que les orientalistes viennent de retrouver et qui avait disparu depuis plus de 3,000 ans sans laisser de traces dans l'histoire.

M. Balfour, dans la discussion, hier, à Toronto, sur les résolutions accordant des subventions à certains chemins de fer, a posé au gouvernement la questio suivante: S'il est vrai, comme von vous en faites gloire, qu'il y a un sur plus de \$7,000,000 dans le trésor pro nus de \$7,000,000 dans le trées pro-vincial, pourquoi refusez-vous d'aider des chemins de fer dont l'utilité est admise par tous, et qui n'entraineront pas pour votre gouvernement une dé-pense de plus de \$2,000,000, ainsi que vous l'admettez vous-même?

"" L'Etendard, comparant l'attitude de Sir John et celle du Globe, constate que les "horions" seront pour le Globe et avoue que malgré tout "le béséige de l'approbation catholique sera, pour Sir

## Le fond de la Réciprocité

Cet article nous paraît si topique et si con-cluant, que nous croyons devoir le mettre sous les yeux de nos lecteurs.

Il faut convenir que dans le cours de ce long débat, l'opposition n'est pas parvenue à présenter en faveur de sa thèse un argument tant soit peu plausible. Elle s'est efforcée de déprécier le Canada et de démontrer qu'il allait à sa ruine : elle a affirmé que sa seule ressource était de se jeter dans les bras des Etats-Unis ; elle s'est complu dans quelqu's phrases vagues, par exemple : que les Etats-Unis étaient no're marché naturel et que la suppression de la barrière de la douan nous ouvrirait un grand marché elle a beaucoup parlé de l'intérêt des agriculteurs, elle leur a fait entrevoir que la réciprocité leur permettrait de vendre une beaucoup plus grande quantité de produits sont autant d'hypothèses et d'affirmations dénuées de toutes espèces de preuves. En réalité, on peut dire que l'unique question du débat: "quels avantages précis le Canada aurait-il à attendre de la réciprocité illimitée ?' n'a pas été abordée de front par les orateurs de

Laissons de côté toutes 1 s questions accessoires; renonçons pour aujourd'hui à rechercher si la réciprocité illimitée est possible à mettre en pratique ; si en fait la réciprocité et l'union commerciale ne ont pas exactement la même chose ; et si l'union commerciale n'est pas le prélude infaillible de l'annexion politique. Bornons-nous à nous demander, en nous plaçant au point de vue purement commercial

10 Si l'union du Canada avec un pays beaucoup plus grand et beaucoup plus r.che que flui, com ne le sont les Etats Unis, aurait chance de Jui être avantageuse ;

20 S'il est vrai que l'agriculture dût en tirer un grand profit;

30 Quel serait le résultat de cette union au point de vue de la situation de nos industries.

L'opposition a beaucoup répété que "l'ouverture des Etats-Unis é juivaudrait pour nous à l'ouverture d'un marché beaucoup plus large. I. n'y a pas d'apophtème plus sot et plus denué de sens. L'abaissement des barrières serait récipro que. En nous ouvrant le marché des Etats-Unis, il ouvrirait aux pro duits des Etats-Unis le marché du Canada. Est-ce nous qui profite rions de la situation nouvelle couleraient aux Etats Unis ou bien. au contraire, ne sont-ce pas les produits des Etats-Unis qui viendraient faire sur notre marché une concurence désastreuse aux nôtres ! Toute la question est là. Le grand marché dont on nous ouvre la perspective a pour contre partie la me-nace d'une grande concurrence. On aperçoit le danger beaucoup plus clairement que le profit.

On nous affirme encore que le Canada, à partir du jour où il ne ferait commercialement qu'un avec les Etats-Unis, participerait du jour au leudemain à leur immense richesse. Mais pour que cette sédui sante perspective fût autre chose qu'un pur mirage, il faudrait d'abord démontrer que toutes les par ties des Etats-Unis sont également riches; et comme l'a fort bien exaudrait démontrer que l'union de territoires différents sous une loi commune a nécessairement pour effet d'égaliser entre eux les conditions de la production, les prix du marché, le mouvement général des affaires. Or, il suffit de jeter les veux se rendre compte qu'il n'en est rien Le développement de la richesse ne s'est p: s produit du tout d'une fa çon égale dans la république américaine. Il s'est produit, surtout, pour la Nouvelle-Angleterre, dans les vanie, et pour les Etats de l'Oues dans les trois Etats de l'Ohio, de l'Illino s et de l'Indiana. Dans les chusetts, la valeur imposable des propriétés est plus considérable à elle seule que dans tous les autre états de l'Ouest réun's ensemble Dans l'Ohio, l'Illinois et l'Indiana, elle était en 1880 cent cinquante fois plus grande que dans le Wisconsin.

le Minnesota et l'Iowa. Si l'on veut faire une comparai parer le Canada avec les Etats Unis, mais de prendre les états limitro phes et de comparer par exemple le

Nouveau-Brunswick avec le Maine les provinces maritimes avec les états de la Nouvelle-Angleterre, Québec avec le Vermont et le New-Hampshire, Ontario avec l'Etat de New-York. Cette comparaison démontrerait que l'accroissement de la population et l'accrossement du nombre d'acres de terre cultivées a été beaucoup moins considérable dans les portions des Etats-Unis qui nous avo sinent, que dans les pro-vinces correspondantes du Canada. Il en est de même pour le prix des terres; et nous avons vu récemment que, dans le riche état de New-York, le prix des terres avait diminué de puis dix ans, et qu'il était inférieur de plus de \$14 par acre au prix des mêmes terres dans Ontario. Mais ce n'est'pas tout; le développement des Etats Unis a eu pour conséquence de concentrer tout le trafic dans les trois grands ports de New-York, Boston et Baltimore. A l'heure actuelle, New-York figure pour 65 010 dans l'ensemble du mouvement d'importation et d'exportation; Bos ton et Baltimore pour 20 070 et il ne reste que 15 070 pour Fhiladelphie, la Nouvelle-Orleans, Galvestown, Mobile, Charlestown, Savannah etc. A fla Nouvelle Orléans, qui commandait jadis tout le trafic du Mis

nution de plus de 100 mille tonnes. Pense-t-on que cette perspective soit rassurante, en cas d'union, pour ie trafic du Saint-Laurent? Croiton que le commerce d'Ontario, par exemple, et celui du Nord-Ouest ne se dirigeraient pas vers les Etats-Unis plutôt que vers les ports canadiens. L'exemple de la Nouvelle-Orléans offre-t-il quelque chose de flatteur pour Montréal et les ports des provinces maritimes? Le commerce de Saint-Jean, N. B. qui a augmenté de 25 p. c. dans les dix dernières années et celui d'Halifax qui a augmenté de 90 p.c. dans la même période, anvait-il eu, en cas d'union, à se louer du même accroissement? N'est il pas certain plutôt que ce commerce aurait été détruit au profit de celui de New-

sissipi, le commerce s'est réduit

graduellement à un tel point qu'il

y a eu depuis trent- ans une dimi-

York, Boston et Baltimore? Il n'est donc pas démontré du tout que l'annexion à un pays plus grand et plus riche soit un gage d'enrichissement. D'ailleurs, comme l'a encore fait remarquer très judicieusement M. Wood, si, cette thèse était vraie, elle ne s'appliquerait pas seulement au Canada et aux Etats-Unis; il faudrait l'appliquer à tous les autres pays qui pourraient venir se joindre à eux; ce qui équi vaudrait purement et simplement à la thèse de la supériorité du libre échange universel. C'est ainsi que les assertions du parti libéral rou lent perpétuellement dans le même cercle vicieux. 11.

Examinons maintenant quel se rait l'effet de la réciprocité illimitée sur l'agriculture canadienne.

Des orateurs libéraux ont affecté de ne proposer la réciprocité que dans l'intérêt de l'agriculture; lui ont offert un pont d'or. Ils lui ont dit que la suppression des lignes de douane serait pour le fermier l'ouverture d'une èce de prospérité sans précédents. Examinons froide ment ce qu'il y a fondé dans ces

Pour nous démontrer que les Etats Unis sont le marché naturel du Canada, on invoque la comparaison de nos exportations aux un avantage de \$9,674,877, que la difference eut été bien plus grande encore sans les entraves du tarif. Examinons ce tableau:

Produits des mines.\$ 478,.60 \$ 3.341,308 4,202,740 10,306,278 . 1,762,874 1,682,625 .. 06,340 701,616

Total ........\$33.648.284 \$37.323.161 Tout d'abord, il n'est pas inutile de remarquer qu'au point de vue exclusivement agricole, la différence est en faveur de l'Angleterre; car nous y avons exporté pour plus de 20 millions de céréales ou de pro duits animaux contre 17 millions cants américains qui avaient d'abord décidé de ne pas dépasser \$9, élevède de main. L'opposition a proposé hier soir deux motions que la majorité du chacune des deux clientèles et selon les besoins des deux pays, en Angleterre ce qui convenait à l'Angleterre, et aux Etats-Unis ce qui convenait aux Etats Unis.

Quand les libéraux soutiennent quant aux etats unis qui avaient d'abord décidé de ne pas dépasser \$9, élevède deux motions que la majorité de deux motions que la majorité de demandait une modification de la loi électorale de façon à assurent exponent a rej efées; la première demandait une modification de la loi électorale de façon à assurent exposition a proposé hier soir deux motions que la majorité du gouvernement a rej efées; la première demandait une modification de la loi électorale de façon à assurent exposition a proposé hier soir deux motions que la majorité de demandait une modification de la loi électorale de façon à assurent exponent a rej efées; la première demandait une modification de la loi électorale de façon à assurent exposition a proposé hier soir deux motions que la majorité deux motions que la majorité

que notre agriculture est appelée à trouver aux Etats-Unis un débouché, ils montrent là, selon leur habitude, une parfaite inintelligence des conditions de la Confédération et ils s'obstinent à prendre pour un fait général et permanent un fa t strictement spécial à une

portion des vieilles provinces. Comment les Etats-Unis pour raient-ils être pour nous un marché d'écoulement, puisqu'ils produisent eux-mêmes plus de blé qu'ils n'en consomment et puisqu'ils commen à écouler leur stock en Europe à un prix rémunérateur ? Quel marché pouvons-nous espérer à Buffalo ou à Chicago, qui sont les greniers du Far West? Que pouvons-nous at tendre de l'ouest américain pour le développement de notre Nor canadien, si ce n'est une concurrence eff:énée ?

Il est vrai que les agriculteurs d'Ontario commercent avec ceux de New-York, et que les agriculteurs de Québec et des provinces maritimes commercent, eux aussi, avec les états limitrophes de la Nouvelle Angleterre. Qu'est-ce que cela prouve? sinon que la loi des distances l'emportera toujours sur toutes les lois de douare et que les habitants de New York, de Massa chussetts, du Vermont, du Maine et du New Hampshire, ont plus d'avange à nous acheter quelques-uns de nos produits et à payer les droits qu'à faire venir ces mêmes produits de beaucoup plus loin et à payer un fret supérieur dux droits. Ce débou ché existe pour notre agriculture il répresente 17 mi lions ; féliciton nous-en. Mais quand on vient nous dire que si le tarif de douane n'existait pas, nos agriculteurs ven 'raien aux Américains beaucoup plus de produits qu'ils n'en vendent actuellement, nous renonçons à compren dre ce que peut bien signifier cette hypothèse.

Il nous semble, en effet, que, tant à la consommation intérieure qu'aux Etats Unis, à l'Angleterre et aux autres pays, l'agriculteur cana dien vend tout ce qu'il produit.

Comment la réciprocité illimitée pourrait elle lui permettre de venire plus qu'il n'a à vendre?

Jamais nous n'avons entendu dire que nos agriculteurs aient été obligés de garder du blé ou du foin dans leurs granges, faute d'avoir trouvé un acquéreur. Nous n'avons pas entendu dire non plus que la surabondance des produits amenés par eux sur le marché ait jainais entrainé un avilissement des prix Ceux d'entre eux qui ont eu les res sources disponibles pour accroître leur nombre d'acres en culture, ont vu augmenter leur vente en nême temps que leur production, sans qu'il en résultât une pléthore. Si la quantité de t rre cultivée n'augmente pas plus vite, c'est que les capitaux et les bras manquent pour faire mieux. On ne voit pas ce que la réciprocité illimitée pourrait changer à cette situation.

A défaut d'augmenter le nombre des ventes, est ce que la réciprocité illimit'e ang nenterait du moins le prix de chaque objet vendu et par conséquent le bénéfice du cultivateur canadien ?

C'est l'illusion plus ou moins volontaire des orateurs libéraux de se figurer et d'essayer de soutenir que si les droits de douane n'existaient pas, l'agriculteur canadien vendrait ses produits aux Etats-Unis, au prix actuel majoré du prix des droits de Rists-Unis et en Angleterre en 1888; et on conclut de ce que cette comparaison laisse aux Etats-Unis de gricoles est déterm né par le marche local et par la loi de l'offre et de la d mande; et quand les américains viennent nous achater nos animaux ou nos céréales, la plupar du temps c'est l'acquéreur qui paye le droit de douane : nous n'en von ns pour preuve qu'un exemple ré cent qui a été fourni par M. Gi-

gault, député de Rouville L'an dernier, le foin était rare dans la Nouvelle-Angleterre. Des négociants de Boston envoyèrent des commissionnaires pour ach ter frontières de la province de Québec avec ordre de ne pas dépasser \$9 par ie. Mais il arriva que, par si de la sécheresse qui a sévi chez nous l'été dernier, le foin manquait Agalement dans le Bas et dans le Haut Canada, et des ordres d'achats vinrent de Toronto et de Montréa au prix de \$10 la tonne. Que se produisit-il? c'est que les commer-

local ; c'est le résultat ; de la politique nationale qui a permis le déve-loppement de grandes villes indus-trielles comme Toronto et Montréal, qui a ainsi accru les besoins de la consommation, et qui permet de maintenir les prix en offrant à nos agriculteurs une vente intérieu re de plus en plus considérable. Supprimez demain nos manufactu res il n'y aura pas plus de débou ché; et, avec la réciprocité, les marchands américains ne trouvant Nouveaux Pardessus plus de concurrence dans nos con tés, y achèteront les produits agri-coles au plus bas prix possible, c'es

à-dire à vil prix. Voila pourquoi on peut affirmer lo Que la réciprocité illimitée ne servirait en rien à l'agriculture ; 20 Qu'en ruinant nos industri

elle serait fatale à nos agriculteurs dont les intérêts sont solidaires de ceux des industriels et de la riches se générale de nos pays.

La réciprocité illimitée ruinerai d'un trait de plume presque toutes nos manufactures. Le lecteur n'at tend pas que nous développions lon guement cette dernière assertion : elle est trop claire pour avoir besoin d'être démontrée. Chacun sait que nos industries doivent leur naissance à la politique nationale capables de supporter du jour au Unis sans sombrer. L'opposition admet elle-meme, împlicitement, cette conséquence. Elle n'a que de DUPUIS & NOLIN dures paroles pour nos industriels; elle les traite de monopoleurs, elle se plaint amèrement qu'on leur sa crifie l'agriculture et elle les déclare indignes d'intérêt; c'est assez dire qu'elle se résigne par avance à leur ruine et qu'elle est prête à payer de de ce prix l'inestimable avantage de donn r une libre entrée sur notre sol aux produits américains Conclusions.

L'union commerciale du Canada avec les Etats-Unis ne serait pas du tout pour nous un gage de richesse. En principe les faits et l'expérience démontrent qu'elle contriburait plu-

tôt à arrêter notre développem ent. Au point de vue agricole, cette union, éminemment dangereuse à notre Nord-Ouest, ne peut offrir aucun avantage aux agriculteurs de nos vieilles provinces.

Au point de vue industriel, c'est la ruine pure et simple de nos ma nufactures, la mort sans phrase, d'innombrabl s familles d'ouvriers jetées sur le pavé, la destruction en

Où allons-nous?

Voilà les orangistes, eux aussi, qui en sont réduits à couper leur queue, et à désavouer les fanatiques.

L'Orange sentinel déclare qu'il n'a rien de commun avec les groupes qui ont insulté les catholiques romains à Toronto à l'occasion de la Saint l'atrick, et il ajoute que de telles gens sont un opprobre pour la ville de Toronto et pour la religion protestante.

La Gazette remarque avec raison que l'égliso presbytérienne de Montréal s'est gravement trompée sur le droi constitutionnel, en s'adressant à la Reine d'Angleterre pour désavouer le bill des Jésuites. Aux termes de l'acte de l'Amérique Britannique Nord le désaveu impérial ne s'applique qu'aux lois votées par le parlement fédéral.

Comme nos lecteurs pourront le voir dans nos dépêches de Toronto, la polit que de chemins de fer du gouvernement Mowat est conçue à un point de vue des plus égosites. Comme l'a bien fait voir M. Balfour—et ses chiffres n'ont pas été contredits,—les membres du cabinet Mowat trouvent bien le moyen d'accorder des subventions aux chemins de fer qui traversent leurs comtés.

omtes.

Ottawa et Prescott devront se rapperer cette conduite de M. Mowat aux rochaines élections.

L'Empire rapporte que les jeunes conservateurs de Toronto sont en train de discuter la Fedération Im-

eriale.

Il paraît que l'affaire ne va pas toute seuie. La première séance n'a guère vu fournir que des objections sur le côté praticable de la fédéra-

Toronto, 22-Les travaux de la nés, hier soir, et la prorogatio aura lieu d main.

Veuillez, s'il vous plait, venir profiter de notre vente à bon marché de

Nouveaux Dolmans Nouveaux Gilets Nouveaux Jersey

Cette Semaine

GANTS DE KID

La plupart des marchands prennent un profit aussi élevé sur les gants de Kid que sur les autres marchandises.

NOTRE GRAND SUCCES dans cette branche vient de ce que nous faisons une étude spé-ciale des gants. Nous les achetons en grande quantité des fabricants eux-mêmes, et nous les payons comptant.

Nous les marquons à un qu'elles n'ont pas encore atteint très petit profit, et nous en l'âge adulte et qu'elles seraient invendons vingt paires contre les autres marchands une. Conlendemain la concurrence des Etals séquemment nous sommes plus que satisfaits.

FAITES FAIRE VOS **PHOTOGRAPHIES** 

COSTUMES :-: D'HIVER Scènes appropriées. Tout

de première classe AU STUDIO DE PITTAWAY & JARVIS 117 RUE SPARKS

Téléphone 361

Colonie de Terreneuve ENTREPRENEURS DE CHEMIN DE FER

un jour de l'œuvre lentement et péniblement accompile depuis 1878 par 11 ans d'efforts et de sacrifices. Et dire que la réciprocité illimitée est le seul programme avec lequel le parti libéral soit capable de se présenter devant le corps électoral!

Où allons-nous?

Voilà les orangistes, eux aussi, qui

Pritchard & Andrews

Reparer 708 Balances

Etampes en Caoutchouc, Scenux, Etampes pour dates et pour
étiquetias. NSPECTER 708 POIDS
Alles ches le soussigné.

Alles ches le soussigné.

Alles ches le soussigné.

Alles ches le soussigné.

PRITCHARD AT ANDREWS GRAVEURS EN GENERAL -No. 175 RUE SPARKS

parlement fédéral.

Seul le Gouverneur Général en conseil est compétent pour désavouer les actes d'une législature provinciale.

Avis aux Amateurs de Sport

J. D. HUNTON & CIE 334 Rue Welligton 334

Hotel - Riendeau 64 RUE ST GABRIEL. MONTREAL

pour la Figure, les Mains, la Peau et le Teint en gen-ra . Crème de Miel et d'Amende de Hinda, Gelée de Concombres et des Ruses de Moloderma.

R. A. MCGORMICK

75-RUESPARKS-75

CARTES PROFESSIONNELLES

M. J. GORMAN, LL.B., Avocat Solliciteur, Notaire, Etc. -BUREAU-

Coin des Rues Rideau et Sussex ()TTAWA, ONT ARGENT A PRETER BELCOURT & MACCRAKEN

ONTARIO ET QUEBEC O'GARA & REMON AVOCATS, SOLLICITEURS, NOTAIRES, ST Bloc Hay, rue Sparks, Ottawa, O 1

PRES DE L'HOTEL RUSSELL
MARTIN O'GARA, C. R. E. P. REMOY Walker, McLean & Blanchet AVOCATS

Avoués, Solliciteurs, Ageuts Parlome
taires, Notaires, etc., etc.

No. 341 Rue Elgin. Ottaw (EN FACE DU RUSSELL

W.H. Walker. D. L.McLean. C.A.B.ancne. GEO. McLAURIN, L.L.B.

Bureau: 19 rue Elgin, Ottawa J. P. FISHER Avocat, Solliciteur, Etc.

M. McLEOD, C. K., Avocat, Cours Fédérales et de Québec, 188 rue Wellington. Ottawa TAYLOR MCVECTY

Agent ponr la Cour Suprême, le Parlement et les Départements Publics. Scottish Ontario Chambers, Ottawa, O.

AVOCAT, SULLICITEUR, BTC. - BUREAU : -Scottish Ontario Chambers, Ottawa

STEWART, CHRYSLER & GUDFREY

AVOCATS, SOLLICITEURS Chambres Union, 14 rue Metealfe, Ottaws, Ont? McLEOD STEWART F. H. CHRYSLER J. J. GODFREY.

VALIN & CODE BLOC EGAN, RUE SPARKS

**Bradley & Snow** SUPREME, NOTAIRES, ETC.
R. A. BRADLEY.
A. T. SNOW.

Argent a prêter à 6 p. c. avec privilège de GUNDRY & POWELL

Avocats, Solliciteurs, Etc.
AGENTS POUR LA COUR SUPRÈME ET LESE Bureau: 25 rue Sparks, en face de l'Hotel Russel Arthur W. Gunary. F. C. Powell.

DENTISTERIE BLEGANTS ATELIERS DE DENTISTE A HULL

Rien d'égal même à Ottawa Le Dr B. S. Stackhou e, dentiste, diplomé du collège de Howard, Boston, licencié pour la Province de Québec, vient d'ouvrir d'élégants ateliers de dentiste sur la rue Principale, à Hull, en face du bureau de Poste, où il se tiendra con inuellement.

F. F. LEMIEUX vocat, Soliicitenr, etc. Agent pour la Cour Suprême, le Parlement et les Départe-ments publics. Bureau : 74½ Rue Sparks, Ottawa.

DR FISSIAULT -DENTISTE-COIN des RUES RIDEAU et SUSSEX -OTTAWA-

Heures de bureau: de 9 à 5 heures.

Mme LETCH, 435 rue Wellington Agence pour la vente des corsets : Star Yatisi et actres genres. Linge de corps confessionné sur com

MLLE COLLINS A toujours à très bas prix, 310 rue Wellington, Ottawa

216 BUR DATHOUSIR 916

JOHN KERRIGAN PLOMBIER SANITAIRE ment recommandé pour le posage les appareils de chauffage.

J STEWART bureau audessus de la pharmacie Carthy, 284 rue WELLINGTON, Otta-

No 106 Rue LYON, OTTAWA

WALKER MCLEAN & BLANCHET AVOCATS ours, Procureurs, Agents Parle No. 341 RUE ELGIN, OTTAWA.



TWEEDS du P

SOUVENEZ

Principaux Dep

aille

M. GALLAGHER

PIGEO

Enseigne de la I

RUE RID

STROUD &

choix pour le nime de 30 livre, soit du Japon ou du

Vendent un

109 Rue Rideau et 1

DERNIERE Ottawa et Presco

Toronto, 21—M. M. claquer son fouet, et députés qui menaçate avec de gouvernemen sa politique des chen sont soumis à la discritois: MM. Balfour, Robillard. 

Trois ministériels aba Mowat.

Brockville et Westpor C'est M. Balfour, d' C'est M. Balfour, d'ouvert le feu. Il a exp qu'il s'est fait élire, il -electeurs de leur obt pour un chemin de fet absolument besoin. L tions sont d'autant plu comté d'Essex n'a ja sou du trésor public min de fer. Tous les de la province, à l'es-dernier et des comtés

dernier et des comtés Addington, ont eu de rentes époques. M. Balfour accuse membres du gouvern ég îstes da 18 la distrib deniers. 11 donne da suivant les sommes qu représentés par les tuels, ont reçues du t

Gibson
Drury
Ross (Middlesex)
Ross (Middlesex)
M. Evanturel a suiv
et a protesté au nom
Prescott. Mais toutes
tons n'out servi à rievernement a été sout